Pourquoi une gauche anti-impérialiste mondiale est-elle nécessaire et que doit-elle faire ?

Par Alan Freeman et Radhika Desai

Introduction

Le capital s'organise à un niveau mondial mais pas les travailleurs. Alors que les puissances de l'OTAN menées par les Etats-Unis mènent une escalade qui transforme le conflit en Ukraine en nouvelle guerre mondiale, ce déséquilibre devient intolérable. Cet article argumente en faveur d'une gauche anti-impérialiste mondiale, représentant les peuples ordinaires engagés en faveur d'un ordre mondial multipolaire juste et pacifique. Cet ordre multipolaire servira à la fois les intérêts nationaux de chaque pays et l'intérêt général de l'humanité.

Nous basons notre argumentations sur une évaluation historique de la dernière organisation de ce genre, l'Internationale Communiste, appelée aussi Comintern, fondée en 1919 et dissoute en 1943, et de ses deux prédécesseurs, l'Association Internationale des Travailleurs, ou « Première Internationale », fondée en 1864 et dissoute en 1872, et la Seconde Internationale, ou « Internationale Socialiste », fondée en 1889 et dissoute en 1914.

Le Comintern, troisième tentative d'une organisation mondiale de la classe ouvrière, a largement été le fruit tant de la révolution mondialement historique de 1917 que de l'Union Soviétique. Alors que de nombreux Russes, y compris le Président Vladimir Poutine, sont en train de reconsidérer le sens de la dissolution de l'URSS, il est temps de réévaluer aussi la décision d'abandonner le projet d'une organisation internationale des peuples non-possédants.

Notre argumentation est polémique parce qu'en Occident les partis qui se revendiquent en tant que « gauche », menés par le parti soit-disant de gauche des démocrates américains, soutiennent presque tous unanimement la guerre américaine par proxy interposé contre la Russie. Un degré supplémentaire de confusion provient du fait que de nombreux gouvernements de droite, tels que l'Inde, l'Arabie Saoudite et la Turquie, s'opposent activement aux sanctions, promeuvent des relations commerciales alternatives à celles imposées par les Etats-Unis et insistent pour que les préoccupations légitimes de la Russie en matière de sécurité soient dûment prises en considération.

Ces éléments ont mené beaucoup de gens parmi les branches nationalistes de la politique russe à conclure que les intérêts de leur pays nécessite des alliances avec les partis de la droite occidentale – notamment la tendance trumpiste du parti républicain. Inversement, les partis de « gauche » en Occident justifient leur soutien aux objectifs de guerre de l'OTAN comme étant nécessaire pour vaincre les forces de droite auxquelles ils associent le gouvernement russe actuel.

Qu'est-ce que la « Gauche » précisément ?

Selon nous, ces points de vue ne sont étayés ni par l'évidence, ni par la logique. L'origine de cette confusion est une fausse conception de ce qu'est véritablement la « gauche ».

Pour ce qui est de la droite, le nazisme a été l'ennemi juré du peuple russe, tuant plus de vingt millions de citoyens soviétiques pendant la Grande Guerre Patriotique. Qui plus est, comme les dirigeants russes le reconnaissent eux-mêmes, le fascisme banderiste est le principe qui anime le régime de Kiev et fournit les troupes de choc comme le bataillon Azov, fer de lance de l'assaut de l'OTAN. Cela n'a aucun sens d'essayer et de vaincre le fascisme en s'alliant avec ses semblables.

Mais la position de la « gauche » occidentale est tout aussi absurde. Selon les auteurs pro-américains Kelly et Lacock (2015), les Etats-Unis « ont envahi presque la moitié des pays du monde et se sont impliqués militairement partout sauf en Andorre, au Bhoutan et au Liechtenstein »[1]. L'idée que les USA constituent une force pour la paix et la justice, ou que la gauche peut bénéficier d'une de leurs victoires sur ses ennemis dans toutes les batailles modernes, du Vietnam au Vénézuela, est un défi à la raison.

Alors, qu'est-ce que c'est que la gauche, actuellement ? Historiquement, la gauche est née de la Révolution française, pendant laquelle les partis et les mouvements sociaux ont été définis par les classes dont ils représentaient les intérêts. En réponse à la droite, qui défendait les classes possédantes, la gauche a créé les *partis des peuples*. Par contraste, les partis de « gauche » de l'Occident sont désormais des *partis de l'État*. Cela n'a plus de sens de les considérer comme étant de « gauche ».

Qu'est-ce qu'a été le communisme ?

Une incessante propagande anti-russe et anti-chinoise dépeint le communisme et le fascisme comme les deux faces d'une même pièce. Quand on la conteste, les discours poursuivent en argumentant que le communisme moderne, et plus particulièrement celui de l'URSS, a pris la forme d'une distorsion monstrueuse de l'idée originale. Un véritable bilan des succès et des échecs de la gauche est nécessaire, mais il ne devrait pas démarrer à partir de cette caricature faite par ses ennemis jurés. Nous allons donc d'abord examiner les idées de ses fondateurs, puis considérer l'évolution historique des mouvements qui en sont issus.

La première question est le sens du mot « communiste ». Utilisé d'abord par Marx et Engels, il a été adopté par le Comintern, et les partis au pouvoir en Chine, à Cuba et au Vietnam sont toujours appelés communistes. Pourtant le nom est fortement décrié en Occident et toujours considéré avec méfiance et suspicion en Russie, le premier Etat au monde dirigé par les communistes.

Ce état de fait est un talon d'Achille pour la Russie comme pour la gauche authentique. Le narratif occidental de changement de régime hybride s'est spécialisé dans l'affirmation que la Russie n'a pas d'héritage moderne légitime. Nous ne partageons pas cet avis. Chaque nation qui espère un futur doit affronter son passé. La gauche doit donc retourner à sa véritable origine : le Manifeste Communiste.

Premièrement, le Manifeste du Communiste n'exprime pas un extrême radicalisme économique. Marx et Engels ne cherchaient pas à introduire immédiatement une utopie socialiste, et le programme économique du Manifeste est assez limité – presque keynesien – par son caractère. Sa caractéristique principale est son approche du *pouvoir* :

La première étape de la révolution de la classe ouvrière est d'élever le prolétariat à la position de classe dirigeante pour gagner la bataille de la démocratie… Le prolétariat utilisera sa suprématie politique pour arracher, par degrés, tout le capital des mains de la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé comme classe dirigeante, et pour augmenter la totalité des forces productives aussi rapidement que possible. (Marx et Engels, 1848:26)[2]

Le point central est le refus d'accepter que les possédants puissent avoir le droit de dire aux travailleurs ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas faire.

Historiquement, la véritable gauche (Rudé, 1994) était cette tendance du mouvement démocratique qui était d'accord avec le Manifeste sur le fait que « la bourgeoisie était impropre désormais à être la classe dirigeante dans la société et à imposer à toute la société ses conditions d'existence comme étant une loi incontournable ». C'était ainsi, plus que tout, un mouvement dédié au changement d'État.

---

1 Pour une liste exhaustive des actions militaires américaines à l'étranger, voir *Instances of Use of United States Armed Forces Abroad, 1798-2022,* Congressional Research Services (https://crsreports.congress.gov/product/pdf/R/R42738, accessed 3/2/2023)

2 Toutes les citations de cette section proviennent de cet ouvrage.

Changer l'État, qu'est-ce que cela veut dire ?

Les partis de gauche étaient des partis révolutionnaires, et pour ces raisons, ils ont été très calomniés. Pourtant la plupart des pays modernes, y compris les Etats-Unis eux-mêmes, ont été créés par des révolutions. Le droit à la révolution fait même partie de la constitution américaine. Si nous mettons calmement de côté la rhétorique, un parti révolutionnaire est un parti qui, quand l'État fait barrage aux besoins du peuple qu'il représente, cherche à remplacer cet Etat par un autre Etat, organisé différemment.

De nombreux processus révolutionnaires sont violents – mais c'est dû non pas au radicalisme de la révolution mais à la férocité de la réaction. Le problème n'est donc pas l'usage de méthodes violentes ou tyranniques. C'est que les partis de gauche de l'Occident acceptent – ou non - les États de leurs propres pays tels qu'ils sont. Etant donné que les capitalistes dominent ces Etats, ces partis tendent à devenir des intermédiaires dont la fonction est d'imposer les demandes de ces mêmes capitalistes. Cette négation a transformé les partis de gauche de champions du peuple en police du peuple.

Comment la gauche s'est transformée en son contraire

Qu'est-ce qui fait que les partis de gauche se transforment en leur contraire ? La réponse se trouve dans la Première Guerre mondiale et dans la Révolution russe. Les partis « socialistes » d'Europe se sont tout particulièrement formés (Braunthal 1967) en opposition à cette révolution. En raccourci, ils sont nés d'un compromis de classe dont la tâche principale était de laisser l'État existant intact, en limitant leurs objectifs à ce qui pouvait être atteint à l'intérieur de cet Etat, réduisant ainsi leurs objectifs à ce qui était acceptable pour les classes dirigeantes actuelles – les possédants. Mais la mission historique de la gauche jusqu'à 1914 était de répondre aux besoins des travailleurs, qu'ils soient ou non acceptables pour les possédants.

La véritable origine de ce changement a été le « moment 1914 » (Freeman 2022), quand les partis de gauche ont opté pour soutenir les buts de guerre de leurs propres classes capitalistes, décidant ainsi qu'il valait mieux massacrer leurs frères et sœurs travailleurs à l'étranger plutôt que combattre les capitalistes de leurs propres pays. De ce fait, ils ont choisi de soutenir leur Etat plutôt que leur classe.

La double problématique de la Révolution et du Communisme se présente donc ainsi : il est impossible d'outrepasser le droit absolu des capitalistes à faire obéir les travailleurs sans un nouvel Etat. Les communistes du Manifeste, et du Comintern, voulaient établir un tel Etat, un Etat dont Weydemeyer (1852) a décrit la forme initiale par la célèbre expression de la « dictature du prolétariat ». Contrairement à ce qu'en dit la propagande occidentale, cela ne voulait pas dire l'abus de pouvoir mais son usage moralement légitime pour outrepasser les abus de la propriété qui entraient en conflits avec les droits des peuples.

Le communisme a été identifié, suite aux conséquences des exigences imposées à l'État soviétique naissant par la guerre civile et par le blocus économique, avec un modèle de planification centrale dans lequel les entrepreneurs capitalistes n'avaient que peu ou pas de place. Pourtant le Manifeste n'appelle clairement pas à l'abolition immédiate de la propriété capitaliste, mais seulement à sa soumission au pouvoir de la classe ouvrière.

Bien sûr, au début, il [ce programme] ne peut se faire qu'au moyen de percées despotiques sur les droits de propriété et sur les conditions de la production bourgeoise, au moyen de mesures qui peuvent sembler certes économiquement insuffisantes et intenables, mais qui, au cours du mouvement pour se dépasser elles-mêmes, nécessitent de nouvelles percées sur l'ancien ordre social qui sont inévitables en tant que moyens de révolutionner entièrement le mode de production.

La « gauche » occidentale, par opposition, en est arrivée à concevoir le socialisme comme permettant d'adopter des réformes qui préservent les droits des possédants intacts. C'est l'origine de la notion trompeuse que le socialisme consiste à redistribuer la richesse plutôt qu'à exercer son pouvoir sur elle.

Ce n'est pas tout. Le caractère de tous les Etats est déterminé par la source de revenu de ses classes dirigeantes – ce qui en Occident veut dire le capital impérialiste. Ce revenu provient du travail non seulement de ses propres travailleurs mais aussi de ceux des autres quatre cinquième du monde. Les partis de « gauche » occidentaux ont ainsi conclu un pacte faustien qui se trouve au coeur de leur militarisme, de leur racisme et de leur hostilité actuelle envers la Russie. Ils

ont entrepris de garder intact le droit d'exploiter le monde entier en échange d'une part du butin. De parler de tels partis comme étant de « gauche » est une offense au langage, à la raison et à la moralité.

Pourtant, s'ils ne sont pas de « gauche », que sont-ils ? On peut mieux les saisir en les considérant comme étant des partis d'un *libéralisme de classe moyenne*, à condition d'utiliser le terme « libéral » correctement, c'est-à-dire comme signifiant le projet politique des partis capitalistes anti-aristocratiques des révolutions française et américaine. Comme Losurdo (2011) l'explique, la « liberté » pour ces partis signifiait la liberté sans entrave de posséder et d'utiliser la propriété privée [de la terre, des esclaves et des moyens de production]. La seule question qui différencie le libéralisme de « gauche » du néolibéralisme de droite est de savoir comment cette liberté doit être utilisée – non pas, comme pour la véritable gauche, de savoir si elle elle a lieu d'être ou pas.

Quand on parle de « gauche », par conséquent, nous faisons référence à ces partis et mouvements qui ont cherché à représenter ou affirmé représenter les besoins des classes non possédantes. Ce n'est pas un projet dépassé. Alors que le monde entre dans une période de changement tumultueux, la nécessité pour une gauche mondiale de masse, nous croyons, va revenir sur le devant de la scène. Ceci appelle à un débat stratégique sur quel genre de partis et de relations entre partis sont nécessaires.

Nous présentons notre argumentation en termes militaires, historiques, géopolitiques, économiques et de classes : cependant il s'agit, par dessus tout, d'une question d'humanité. Des centaines de millions de personnes ont donné leurs vies pour les causes que nous abordons brièvement ici.

A moins de mettre un terme aux activités militaro-coloniales de l'Occident collectif, il est tragiquement possible que plusieurs millions d'autres personnes périrons encore. Ceci peut être évité, c'est pourquoi nous présentons cette analyse.

La question militaire

Nous ne présentons aucune excuse pour aborder en premier lieu la question militaire. Ce choix ne signifie pas un mépris philistin pour les différences entre les points de vue économiques et philosophiques et n'exalte pas la violence : cela veut simplement dire que de telles différences sont résolues au final dans la lutte. De plus la guerre est, historiquement, le test de capacité analytique le plus difficile. L'URSS n'a pas vaincu l'Allemagne nazie simplement parce qu'elle se battait mieux (ce qui était pourtant le cas), ni parce qu'elle était plus héroïque (et elle l'était), ni parce qu'elle possédait un niveau industriel d'équipement militaire plus élevé (ce qu'elle avait) mais parce que toutes ces raisons étaient guidées par une compréhension supérieure, malgré toutes ses faiblesses, de ce qui était nécessaire pour la guerre, pas seulement militairement mais aussi économiquement, socialement et idéologiquement. Chaque guerre moderne met à l'épreuve la compréhension, sous une forme toujours urgente, de la question : « comment la réaction peut-elle être vaincue ? »

Le fait essentiel de l'actuelle et dangereuse nouvelle phase de l'impérialisme est que l'Occident n'abandonnera la guerre que quand il n'aura pas d'autre choix, que ce soit par le fait de son propre peuple ou par celui de ses adversaires internationaux. Toute notion d'un ordre mondial « pacifique » alors que l'OTAN existe toujours ne fera que laisser la porte ouverte aux conflits, y compris potentiellement nucléaires.

Aujourd'hui la Russie se tient à l'avant-poste de ce conflit. Elle n'a jamais demandé à être là. Mais nous ne vivons pas toujours dans un monde qui nous laisse choisir nos destinées. L'idée que ceux qui sont opprimés par les puissances de l'OTAN puissent triompher sur le dos de la défaite russe est une illusion. Une alliance mondiale est donc nécessaire pour minimiser le risque d'un tel dénouement : en effet la forme de la guerre est déjà en train d'être définie par les alliances émergentes qu'elle catalyse. Pourtant une telle alliance ne peut pas être composée seulement de gouvernements nationaux : elle doit compter aussi sur le soutien de leurs peuples et de leurs populations. C'est pourquoi, nous le pensons, une simple alliance de gouvernements est insuffisante.

Les guerres sont gagnées par les armées, et les armées sont issues des peuples. La défaite d'Hitler a été assurée par ceux qui ont décidé qu'il fallait mieux mourir en combattant que de vivre sous le fascisme. En Corée, au Vietnam, en Afghanistan, les Etats-Unis ont été vaincus par des peuples qui, en dépit de leur infériorité technique en armements, étaient plus déterminés à se battre que les hommes contre lesquels ils se battaient.

Les pays opprimés par l'impérialisme mené par l'OTAN ont besoin d'une vision qui vaille la peine qu'on se batte pour elle. Ce n'est pas un cliché libéral : c'est une condition de victoire militaire. Tous les experts militaires s'accordent sur

le fait que la capacité à se battre d'une armée dépend de son moral : celui-ci en retour dépend de la volonté de gagner. Pour faire court, si un pays attend de son peuple qu'il meurt pour lui, il doit lui offrir un futur qui vaille la peine de vivre. C'est le terrain de la gauche. Elle cherche des solutions qui profite aux non possédant en se tenant, pour eux tous, contre les possédants, sur la base des droits humains universels.

La droite, au contraire, laisse la propriété intacte et divise les non-possédants entre populations supérieures et inférieures. Ils peuvent être Aryens et Juifs, Chrétiens ou Hindus et Musulmans, Caucasiens et Hispaniques, Israéliens et Palestiniens, blancs et noirs, hommes et femmes – ou Européens et Russes. Ce projet s'oppose à celui des trois Internationales des travailleurs. Il est impossible d'unir des peuples et des populations vivant sur un même territoire en déclarant qu'un groupe a plus de droits qu'un autre. Si la tragédie en Ukraine prouve quoi que ce soit, c'est précisément cela. Ainsi, seul un mouvement de gauche peut mener le monde vers la défaite finale et nécessaire des architectes de la Troisième Guerre mondiale.

La question historique

Marx et Engels ont sonné l'appel du clairon à la fin du Manifeste communiste : « Travailleurs de tous pays, unissez-vous ! ». Marx (1864) a répété cet appel dans son discours inaugural lors de la Première Internationale.[3] De sa formation en 1864 à sa désintégration en 1872, il lui a porté une immense attention :

En tant que membre du Conseil Général de l'organisation et secrétaire correspondant pour l'Allemagne, Marx était désormais assidu pour assister à ses rencontres qui se tenaient parfois plusieurs fois par semaine. Pendant de nombreuses années, il a montré un rare tact diplomatique en composant avec les différences parmi les divers partis, factions et tendances. L'Internationale a grandi en prestige et en nombre de membres, ceux atteignant peut-être les 800 000 en 1869.

Son discours contient les prophétiques observations suivantes :

Si l'émancipation des classes ouvrières nécessite leur concurrence fraternelle, comment pourraient-elles remplir cette grande mission avec une politique étrangère qui poursuit des desseins criminels, joue sur les préjudices nationaux et dilapide le sang et le trésor des peuples dans des guerres de piraterie ? … [De tels conflits] ont appris aux classes ouvrières le devoir de maîtriser elles-mêmes les mystères de la politique internationale, de regarder les actions diplomatiques de leurs gouvernements respectifs, de les contrer, si nécessaires, par tous les moyens en leur pouvoir ; de combiner, quand elles sont impuissantes à les prévenir, leurs dénonciations simultanées et de revendiquer les simples lois ou la morale et la justice qui doivent gouverner les relations d'individus privés ainsi que les règles primordiales du dialogue entre les nations. Le combat pour une telle politique étrangère forme une partie de la lutte générale pour l'émancipation des classes ouvrières. (Emphasis added)

L'organisation qui a succédé à l'Internationale des Travailleurs, la Deuxième Internationale fondée en 1889, a été à l'origine des partis socialistes de masse de l'Europe. Elle s'est effondrée avec la Première Guerre mondiale et s'est reformée en 1923 en tant qu'alliance de ses résidus anti-Comintern.[4] La Troisième Internationale était ainsi doublement définie : par son opposition à l'impérialisme et par son engagement en faveur de la jeune République Soviétique.

Le projet d'une organisation communiste mondiale était donc tout à la fois la continuation du projet de Marx, d'Engels et des premiers communistes, un produit de la douloureuse expérience de la Seconde Internationale, et un frère siamois de l'URSS. Malgré tous les défauts qui sont le lot de chaque expérience visant à façonner le monde, la place qu'occupe aujourd'hui la Russie dans le monde est le fruit de cette entreprise historique.

Le projet d'une gauche mondiale n'est donc pas la fantaisie idéale d'une coterie d'intellectuels hors-sol, c'est un immense projet historique. Aussi il est temps, parallèlement à un nouveau bilan de l'URSS, de reconsidérer l'idéal

3 https://en.wikipedia.org/wiki/Labour_and_Socialist_International Accessed 4 January 2023

4 https://en.wikipedia.org/wiki/Labour_and_Socialist_International Accessed 4 January 2023

d'une organisation mondiale de masse ou d'organisations dédiées aux intérêts de classes de non-possédants du monde incluant, dans cet engagement, les intérêts des nations opprimées.

La question économique géopolitique

En tant que leader auto-désigné du monde capitaliste, les Etats-Unis mènent aussi leurs guerres impériales. Aujourd'hui, nous pouvons en identifier au moins cinq : la guerre par proxy contre la Russie, l'offensive militaro-économique contre la Chine, la lutte pour le contrôle du pétrole du Moyen-Orient, les interventions basées sur la Doctrine Monroe en Amérique latine et les sanglantes guerres d'interventions pour les matières premières en Afrique. Ensemble, elles forment un conflit militaire et économique mondial avec deux camps : le monde impérialiste, dont la composition n'a guère changé depuis 1914, et tous les autres.

C'est une Guerre Mondiale en tout sauf de nom. Elle n'est pas moins coûteuse en souffrances humaines que les deux précédentes : si nous incluons les victimes de la faim, des dépossessions, des maladies et des négligences ravageuses provoquées par les aventures politiques et militaires néolibérales, par les sanctions coercitives, punitives et illégales, et par les dictatures et les massacres imposés par l'Occident, cette guerre a déjà tué bien plus que les deux dernières combinées.

Toutefois, elle diffère des précédentes sur des points que chacun doit s'attacher à comprendre. Le problème principal est la relation entre les aspects militaires et les aspects économiques de cette guerre.

L'objectif de l'Occident depuis la découverte de l'Amérique en 1492 est de contrôler les matières premières et la force de travail du reste du monde – c'est-à-dire de préserver des privilèges historiques provenant, au final, du vol. Cependant, l'indépendance politique et le développement économique de ses proies l'a forcé à chercher à imposer sa volonté par une combinaison hybride de mesures militaires, politiques et économique, bloquant le développement des nations du Tiers Monde de manière à ce qu'elles soient confinées à un rôle de fournisseur de matières premières et de main d'oeuvre bon marché, tout en leurs volant ces mêmes ressources dans le but de nourrir ses riches et de pacifier ses pauvres. Cet état des choses a un effet insidieux : les causes de la misère du Tiers Monde sont déguisées. L'Occident les impute à des causes « naturelles » ou bien il rejette la faute sur les victimes.

Même ainsi, ce n'est plus suffisant pour éviter le propre déclin de l'Occident. Il a donc maintenant recourt à une action militaire toujours plus agressive, au point où, comme Serguei Lavrov l'a noté, il est à la veille d'une guerre ouverte contre la Russie, et fort probablement contre la Chine. Pourquoi ? Parce que les échecs de sa propre économie ne lui laissent pas d'autre recourt que d'essayer de faire sombrer le reste du monde avec lui.

Ses méthodes pour atteindre ces objectifs ont été jusqu'ici limitées, en vertu de sa propre faiblesse, à infliger des dommages destinés à rendre impossibles les défis que les échecs de sa propre économie rendent inévitables. Capable seulement de destruction, l'Occident dévaste des peuples entiers et ravage pays après pays : que l'on pense seulement à l'Irak, la Libye ou l'Afghanistan. Même cela serait insignifiant s'il parvenait à atteindre ses objectifs militaires actuels – qui s'étendent bien au-delà de l'Ukraine et visent à la destruction de la Russie en tant que nation et au massacre correspondant à un génocide contre la population russophone du monde.

Maintenant, l'Occident se retrouve en fin de partie. Le réalignement du Sud global, en réponse aux sanctions, déchaîne la logique implacable d'un système de sécurité libéré de l'OTAN, d'un monde multipolaire et d'un système d'échange monétaire libéré du dollar.

Une victoire militaire totale d'un camp ou d'un autre est impossible : le seul résultat d'une quelconque tentative de changer cette équation est l'annihilation nucléaire. Pourtant l'Occident répond à tous ses problèmes internes par des agressions externes. Le monde pourra seulement résoudre pacifiquement les conflits économiques sous-jacents quand l'Occident sera contraint à abandonner, une fois pour toute, l'idée que ceux-ci puissent être résolus par la force.

Une nouvelle manière de vivre ne peut donc être atteinte sur les seuls terrains économiques ou militaires. Les alliances nécessaires pour mettre une fin à la Troisième Guerre mondiale doivent chercher à se libérer à la fois de la guerre et de l'envie. Elles doivent, par conséquent, être menées par la gauche avec son agenda historique de « la paix, la terre et le pain ».

Par ailleurs de tels mouvements doivent éliminer les circonstances qui poussent l'Occident à multiplier ses aventures. Ces questions sont posées à l'Occident. Il n'y a pas de concession que le Tiers Monde puisse faire qui pourrait rectifier ce trait fondamental de l'ordre moderne mondial. Un futur pacifique et juste nécessite une réorganisation complète des fondements économiques des sociétés de l'Occident qui sont actuellement basées sur la poursuite du profit et la rente capitaliste d'une manière toujours plus improductive se faisant au dépend des droits de leurs propres populations. Ça aussi, c'est l'agenda historique de la gauche.

La question de classe

Le Comintern n'a pas été fondé parce que la jeune Union soviétique pensait qu'il serait utile, mais parce que les partis de la Deuxième Internationale ont voté en 1914 de soutenir leurs gouvernements dans une guerre fratricide. Ce fait les a forcés à reconsidérer la relation entre leur objectif initial et leurs actions, lesquelles participaient à envoyer leurs propres travailleurs mourir en combattant les travailleurs de leurs voisins.

Le Comintern a ajouté un élément critique au projet des deux premières internationales : l'opposition à l'impérialisme. Le congrès de 1920 du Comintern a adopté les conditions de Lenine pour l'admission. Le point 8 est ainsi libellé :

Les partis dans les pays dont les bourgeoisies possèdent des colonies et oppriment d'autres nations doivent poursuivre une politique claire et bien définie concernant les colonies et les nations opprimées. Tout parti qui souhaite rejoindre la Troisième Internationale doit impitoyablement exposer les machinations coloniales des impérialistes de son « propre » pays, doit soutenir – en actes et pas seulement en mots - chaque mouvement de libération coloniale, demander l'expulsion de ses compatriotes impérialistes des colonies, inculquer dans le coeur des travailleurs de son propre pays une attitude de véritable fraternité avec les populations ouvrières des colonies et des nations opprimées et mener une agitation systématiques parmi les forces armées contre toute oppression des populations coloniales...

La déclaration du Comintern n'a jamais été abandonnée et n'a jamais figuré parmi les sujets de nombreuses controverses. Etant données que ces controverses n'ont pas été oubliées, cet accord est significatif. De fait, il s'est renforcé avec le temps, particulièrement lors de la conférence de 1921 qui a vu l'adoption des « Thèses sur la question orientale » de M.N. Roy[5] qui incluait le passage suivant :

En convertissant les paysans et artisans des pays soumis en un prolétariat agricole et industriel, l'impérialisme a donné naissance à une nouvelle force destinée à participer à sa destruction. Ceci étant, le renversement de l'ordre capitaliste de l'Europe, qui dans une large mesure repose sur son expansion impériale, ne sera pas accompli par le seul prolétariat avancé de l'Europe mais avec la coopération consciente des travailleurs et autres éléments révolutionnaires des pays colonisés et soumis.

Est-ce que l'ajout de la libération coloniale aux demandes du mouvement des travailleurs a changé les idéaux des fondateurs, comme l'ont dit les critiques qui voient la lutte anti-impérialiste comme étant extérieure, voire opposée à la lutte des classes ? Nous ne le pensons pas : loin de nier l'unité mondiale de la classe ouvrière, le Comintern l'a étendue. Il a reconnu que les classes ouvrières (que nous pouvons appeler d'une manière plus adéquate à l'ère des dépossessions de masse des petits propriétaires terriens les classes non-possédantes) incluaient désormais un immense « prolétariat agricole et industriel » dont l'existence est « causée par l'impérialisme »)

Ces déclarations ne contredisent donc pas la Première Internationale. Elles incarnent le principe de Marx selon lequel aucune nation qui en maintient une autre en esclavage ne peut être véritablement libre elle-même ». Elles concrétisent la vision du Manifeste comme quoi « les communistes n'ont pas d'intérêts particuliers qui leur soient propres autre que le fait qu'ils représentent l'intérêt le plus général de tous les travailleurs », dans le contexte de la guerre fratricide de 1914.

Les travailleurs, dit le Comintern, ne peuvent agir mondialement que si les travailleurs des pays impérialistes se rangent du côté de la très grande armée formée par les prolétaires des colonies. Le Comintern, qui était une alliance explicitement anti-impérialiste, est restée une alliance de gauche parce que, comme ses prédécesseurs, il a tenu à représenter les intérêts des non-possédants contre ceux des possédants au niveau mondial.

5 Theses on the Eastern Question de M.N. Roy, philosophe, délégué de l'Inde à la Troisième Internationale, considéré comme le père du communisme indien et le premier leader révolutionnaire de l'Inde. (NdT)

L’économie de l’impérialisme

Roy a fourni au Comintern une analyse de l’impérialisme étonnement moderne qui ajoute une dimension cruciale : l’expérience pratique des peuples du monde colonial.

Suite à la guerre, le monde se trouve divisé aujourd’hui entre deux grands empires coloniaux qui appartiennent à deux puissants Etats capitalistes. Les Etats-Unis d’Amérique s’emploient à assumer le droit suprême et exclusif d’exploiter et de dominer tout le Nouveau Monde, pendant que la Grande Bretagne a annexé à son empire presque la totalité des continents d’Asie et d’Afrique… le contrôle de la finance mondiale, qui a été pendant un siècle le monopole des capitalistes britanniques, a été dans une grande partie transféré entre les mains des capitalistes américains qui ne peuvent pas être encore considérés comment ayant atteint la période décomposition et de désintégration...

Le développement économique et industriel des pays riches et densément peuplés de l’Orient pourrait fournir une nouvelle vigueur au capital occidental. Il y a un grand potentiel dans ces pays qui pourvoiront de la main d’oeuvre bon marché et de nouveaux marchés qui ne seront pas rapidement saturés. Aussi la destruction de son droit monopolistique d’exploitation du vaste empire colonial oriental est un facteur vital pour le renversement final et accompli de l’ordre capitaliste en Europe.

Les thèses de Roy ne peuvent pas être facilement cataloguées comme étant la vision erronée d’une personne isolée. Elles représentent une vision générale parmi les révolutionnaires coloniaux. D’autres documents, comme le Congrès des travailleurs de l’Orient (Congress of the Toilers of the East) témoignent du fait que la lutte anti-coloniale n’a pas été un simple complément mais qu’elle a, au final, défini la politique du Comintern. Les thèses de Roy ont été adoptées avec force et forment une partie qui ne peut pas être ignorée de l’identité historique du Comintern.

Le point fort du Comintern est qu’il a identifié l’impérialisme en tant que phénomène économique. Roy explique ce qui fait la richesse des pays impérialistes, à savoir leur « droit monopolistique d’exploitation ».

L’impérialisme capitaliste a atteint son apogée en 1914, après quoi il a commencé son long déclin en raison des rivalités inter-impérialistes qui ont mené à des guerres mondiales, à des révolutions communistes et d’indépendance nationale et à l’expression par les anciennes colonies d’une grande « révolte contre l’Occident ». Les Etats-Unis ont connu la destinée de dominer le monde impérialiste pendant cette période. Incapables de recréer l’impérialisme formel du passé, les dirigeants américains ont cherché à présenter leur empire économique, qui réduit ses victimes en esclavage aussi cruellement que si ses banques étaient des armées, comme étant la conséquence d’une lutte de libération pour laquelle ils revendiquent d’avoir réussi à évincer les « anciens » empires de Grande Bretagne, d’Espagne, du Portugal, de France et de Hollande. En niant le moindre rôle historique aux peuples qui ont conquis leur indépendance les armes à la main, et tout en prenant ces empires aux dynastes (comme aux Philippines), comme l’explique Radhika Desai (2013), les Etats-Unis ont perfectionné le système d’exploitation de leurs conquêtes sous une forme moderne et typiquement capitaliste : comme les ouvriers agricoles salariés, formellement libres mais économiquement soumis.

Cette propagande et la réalité de l’impérialisme au XXème et XXIème siècles a donné lieu à deux visions distinctes de l’impérialisme. La tradition du Comintern, qui existe toujours, maintient que l’impérialisme est le moyen d’exploiter les populations pauvres de nations subordonnées, ce que l’Occident continue de faire, malgré une résistance grandissante, à travers le développement des Seconds et Tiers Mondes. Dans les guerres militaires et hybrides qui ont suivi, les Etats-Unis ont cherché à limiter la notion d’impérialisme à un colonialisme formel dans le genre de celui du XIXème siècle où les Etats-Unis ont joué, au mieux, un rôle marginal. Dans cette vision, l’impérialisme consiste à occuper des territoires. Etant donné que l’Occident ne peut, en aucun cas, maintenir un impérialisme formel, et étant donné que ses actions militaires sont limitées aux provocations et aux guerres par proxy, les accusations d’impérialisme peuvent donc désormais être retournées contre les pays qui cherchent à se défendre contre l’impérialisme.

C’est ainsi que de nombreux écrivains occidentaux « de gauche » qui conçoivent l’impérialisme dans le sens libéral américain accusent la Russie d’impérialisme. Pour eux, cela n’a aucune importance que les citoyens du Donbass aient été bombardés jour et nuit pendant huit ans, ou que le gouvernement de l’Ukraine et ses fascistes d’Azov éliminent les russophones de leur pays par des moyens allant de la prohibition à l’emprisonnement, à la torture et à la terreur : pour ces écrivains, les résidents historiques des régions russophones occupent un territoire qui est la *propriété* nationale de

l'Ukraine ; ils n'ont aucun droit à être là et devraient être ethniquement nettoyés. Si on gratte la surface de cette conception raciste, elle révèle l'impulsion génocidaire qui dirige l'agenda libéral.

Tout mouvement mondial anti-impérialiste devrait donc reposer sur un concept clair de ce qu'est l'impérialisme : un système économique mondial d'exploitation différentielle imposé aux 4/5 quatre-cinquième du monde par 1/5 un cinquième. Ceci a deux conséquences.

Premièrement, l'anti-impérialisme ne peut pas s'arrêter à s'opposer aux actions militaires des puissances de l'OTAN. Il doit s'opposer à tout ce qui prive les populations des nations non-impérialistes, parmi lesquelles nous incluons la Russie, du fruit de leur travail : esclavage de la dette, conditions commerciales scandaleusement injustes, lois restrictives sur la propriété intellectuelle, dictature financière, déni de la souveraineté économique et sanctions. L'anti-impérialisme commence et termine avec la défense des droits des peuples, pas celle de la propriété.

La « gauche » impérialiste nie le lien entre le capitalisme et l'impérialisme, affirmant que Marx ne l'a pas exprimé ainsi (Desai 2020). Elle est alors libre de caractériser la révolution russe comme une sorte déviation par rapport à Marx et à voir ses dirigeants, et particulièrement Lénine, comme une aberration autoritaire. Rien ne peut être plus loin de la vérité, comme une simple citation le montre : « Si les partisans du libre-échange ne peuvent pas comprendre comment une nation peut devenir riche aux dépends d'une autre, nous ne devons pas être surpris que ces mêmes personnes refusent également de comprendre comment à l'intérieur d'un pays une classe peut s'enrichir aux dépends d'une autre » (Marx 1848/1976, 4645).

Deuxièmement, il n'y a pas d'*autre* impérialisme que celui du capitalisme dont les pays d'origine sont très majoritairement occidentaux. La Russie n'est pas impérialiste, point barre. Ni la Chine, ni l'Afrique du Sud, ni la Turquie, ni l'Inde, ni aucun des soit-disant « sous »-impérialismes ou impérialismes régionaux d'aucun pays dont les classes ouvrières sont opprimées entre cinq et vingt fois plus par les impérialistes [occidentaux] que par leurs propres capitalistes, y compris par les plus ambitieux ou les plus oligarques d'entre eux. Par conséquent ces pays n'ont aucune place à l'intérieur du monde impérialiste : leur futur réside dans un développement indépendant dédié à servir leurs peuples. Là aussi, c'est l'agenda de la gauche.

Quel genre de Nouvelle Internationale est nécessaire ?

L'idée d'une nouvelle organisation internationale de gauche n'est pas une proposition nostalgique. Alors que monde entre dans une période de changement tumultueux, le besoin pour une telle organisation se fait de plus en plus sentir. Pour la mettre en place, il faut un débat stratégique sur le genre de partis, et les relations entre eux, qui sont nécessaires. Chacune des Trois Internationales était adaptée à des circonstances historiques distinctes. Quels sont les paramètres historiques à prendre en compte pour toute nouvelle Internationale ? Nous pouvons en identifier cinq :

Les révolutions socialistes, jusqu'à maintenant, ne se sont pas produites dans les pays de l'empire où est né le capitalisme mais en dehors d'eux ; elles ont pris la forme double et complexe d'une lutte anti-impérialiste combinée avec une lutte anti-capitaliste.

La dissolution de l'URSS a pris la forme d'une sorte d'auto-abnégation, renonçant à la fois à ses origines et à ses réalisations. Il n'y aura pas de retour aux modèles d'organisation économique imposés, à un moment très spécifique dans l'histoire, par le faible niveau d'industrialisation dont avait hérité l'URSS et par un blocus occidental quasi total. Pourtant, l'abandon de son héritage communiste a mené la Russie à mettre de côté des mesures dont elle a fortement besoin à la fois pour son développement et pour assurer ses succès militaires : la planification, la gestion du commerce et des flux de capitaux, la régulation financière, la justice sociale et la propriété d'État.

Un nouvel Etat socialiste puissant, la République Populaire de Chine, a émergé, de même que les socialismes de Cuba, du Vietnam et de la Corée du Nord. Tous ont des dettes envers l'URSS mais ils ont tracé leurs propres chemins. La Chine est aujourd'hui le principal concurrent économique de l'ordre mondial impérialiste. Des méthodes réellement socialistes ont éradiqué l'extrême pauvreté, permis à la majorité de ses citoyens un relativement bon niveau de vie et organisé un système de plus en plus attractif d'échange commercial alternatif au système néolibéral de l'impérialisme dirigé par les Etats-Unis.

L'agression est maintenant le seul recours ouvert de l'Occident privé progressivement des leviers économiques qu'il détenait jusque là. La bataille pour la paix – qui signifie forcer l'Occident à abandonner toute idée de résoudre ses

problèmes économiques par des moyens militaires – est ainsi devenu la première et la plus urgente des tâches à laquelle l'humanité est confrontée.

La réaction occidentale à ces faits est catastrophique. Le monde ne pourra résoudre pacifiquement les conflits sous-jacents que quand il sera forcé à abandonner, une fois pour toute, sa course impérialiste. Cet objectif doit être la priorité de toute nouvelle association des peuples du monde.

L'impérialisme et la base de l'unité entre les peuples

Du point de vue du libéralisme américain – dont, comme nous l'avons noté, les positions de la « gauche » occidentale ne sont guère qu'une variante – tout pays qui défend son peuple est impérialiste. Dans une inversion fantastique de la réalité, l'avancée de l'OTAN pour encercler la Russie, renverser son gouvernement et la réduire en pièces est une bataille pour la liberté, tandis que la défense par la Russie des victimes des fascistes ukrainiens est un acte d'agression.

Cette inversion provient d'une profonde méconnaissance de l'essence économique de l'impérialisme. Bien que la « gauche » occidentale soit incroyablement confuse à ce propos, les principes théoriques sont une partie remarquablement simple de son héritage marxiste : toute richesse provient du travail, et tous les systèmes de classe transfèrent leur richesse à ceux qui ne la produisent pas. La richesse des nations impérialistes, qui représentent un cinquième de l'humanité, est produite par le travail des quatre-cinquième restant.

Le point clé est que la division du monde de l'ère coloniale entre un petit groupe de nations riches et les autres est dans sa pleine puissance dans les temps modernes, comme le Président Poutine et d'autres intervenants du Valdaï club l'ont souligné.[6] Ce fait se reflète dans les structures militaires de l'Occident – un seul membre de l'OTAN, la Türkiye, appartient au Sud global.

L' « Occident collectif », ou comme la Commission Brandt l'a appelé, le « Nord global » était, au sommet de l'ère néolibérale en 1995, vingt fois plus riche, en terme de PIB par personne que le reste du monde, à l'exception de la Chine, et dix fois plus riche que la Russie (Freeman 2019a). Il défend un monopole de produits de haute technologie qu'il exporte à prix fort au reste du monde et se bat en utilisant l'hégémonie du dollar, le chantage économique, l'esclavage de la dette, les interventions militaires, les sanctions punitives et les changements de régime pour forcer le Sud à lui vendre de la main d'oeuvre bon marché et des produits de base à des prix abusivement bas.

Mais c'est précisément la raison pour laquelle le Club Impérialiste est sélectif : il n'admet pas de nouveaux membres. Depuis 1914 (Freeman 2019a), seule la Corée du Sud a été autorisée à y entrer, et c'était pour empêcher que la Corée ne s'unisse et devienne socialiste. Pour saisir ce point, il faut comprendre que le monopole est la plus haute forme de compétition et pas, comme les économistes néoclassiques l'affirment, une alternative à la compétition. L'histoire de l'impérialisme moderne consiste à maintenir tous les rivaux possibles en dehors. Après la Première Guerre mondiale, les Alliés ont imposé le Traité punitif de Versailles à l'Allemagne, provoquant dans une large mesure la Deuxième Guerre mondiale. Le Japon et l'Allemagne ont été acceptés ensuite dans le club dans le seul but de les empêcher de devenir socialistes et à la condition qu'ils soient supervisés par les Etats-Unis.

Ainsi quelle que soit la volonté des capitalistes du Sud de devenir impérialistes, ils n'y seront pas autorisés. Les Européens ont humilié la Türkiye pendant deux décennies en maintenant au bout d'une ficelle la fausse promesse qu'elle finirait par rejoindre l'Europe. Les Etats-Unis travaillent constamment à réduire la Russie à un statut subalterne en réduisant tous ses liens avec l'Europe, perpétuant au cours de ce même processus leur domination sur l'Europe elle-même.

La division impérialiste du monde, par conséquent et *par la décision même des impérialistes*, exclut la Russie, le Brésil, la Türkiye, l'Inde, l'Arabie Saoudite, l'Afrique du Sud, l'Indonésie et tout pouvoir « émergeant », peu importe la volonté erronée de leurs gouvernements à vouloir jouer un quelconque rôle autre que celui de marionnette dans le système impérialiste.

6 *See: Vladimir Putin Meets with Members of the Valdai Discussion Club. Transcript of the Plenary Session of the 19th Annual Meeting. URL: https://valdaiclub.com/events/posts/articles/vladimir-putin-meets-with-mem- bers-of-the-valdai-club/*

C’est pourquoi l’opposition au système mondial impérialiste, et pas les prétendues aspirations des pays non-impérialistes, est la base de l’unité nécessaire. Mais étant donnée la grande diversité de systèmes sociaux et économiques que l’on trouve dans ces pays, y a-t-il d’autres « conditions d’admission » à considérer ? C’est l’un des éléments les plus radicaux de notre proposition : que l’opposition à l’impérialisme n’implique *pas* l’adhésion à une quelconque politique domestique particulière de la part des nations opprimées. C’est une question qui appartient aux peuples de ces pays. C’est pourquoi la défaite mondiale de l’impérialisme crée les meilleures conditions pour la victoire de non-possédants dans chaque nation, y compris les nations opprimées dans lesquelles le capital est toujours dans une phase ascendante.

Le véritable choix qui doit être fait, selon nous, est qu’un tel mouvement doit être basé sur le rejet des politiques de droite qui cherchent à attiser la division. C’est pourquoi nous proposons un mouvement anti-impérialiste de *gauche*, et, éventuellement, une organisation. Toutefois la question n’est pas si simple à cause de la nécessaire distinction, que nous avons exposé au début, entre les gouvernements, les partis et les mouvement. Nous reviendrons sur ce point en conclusion.

Y a-t-il un anti-impérialisme de droite ?

Dans le brouillard de la guerre, les questions se posent elles-mêmes de manière superficielle, et la direction politique doit distinguer l’apparence de l’essence. Il est indéniable que la « gauche » occidentale soutient la guerre par proxy contre la Russie, et que l’opposition parlementaire à cette guerre, dans l’Occident collectif, s’exprime actuellement dans la politique domestique à travers les tendances de droite, voire d’extrême droite, comme avec Trump, Le Pen, Meloni, l’AfD ou Orban.

A cet égard, une séparation entre les tâches des gouvernements et celles des mouvements de masse ou des partis est essentielle. Une nation opprimée a tous les droits d’exploiter n’importe quelle division qu’elle choisit dans les rangs de ses ennemis, y compris de conclure des alliances tactiques avec tout gouvernement qui s’élève avec elle contre telle ou telle offensive impérialiste. Ceci n’est toutefois pas une question stratégique et ne doit pas être confondu avec la construction de véritables mouvements ou partis de masses.

Cela n’affecte aucunement le fait que les *partis et mouvements* de droite n’ont pas de place dans un mouvement anti-impérialiste. Ils divisent les travailleurs alors que la fonction de la gauche est, et a toujours été, d’unir les travailleurs. Les principes de toute véritable alliance populaire doivent inclure le rejet explicite de toutes les tentatives d’exploiter les divisions entre les travailleurs. C’est, véritablement, le concept original de classe de la « gauche » qui a constitué les fondements de la Première Internationale. Sa déclaration constitutive spécifie :

> *que l’émancipation des travailleurs doit être le fait des travailleurs eux-même : que les efforts des travailleurs pour parvenir à leur émancipation ne doit pas être orientée vers l’établissement de nouveaux privilèges mais plutôt d’établir les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tous ;*
>
> *que la soumission du travailleur au capital est la racine de tout esclavage ; politique, moral et matériel ;*
>
> *que, sur cette base, l’émancipation économique des travailleurs est le but majeur auquel toute activité politique devrait être subordonnée ;*

… sur ces bases :

> *Les sous-signés, membres du Conseil élu par l’assemblée présente à St Martin’s Hall, Londres, le 28 septembre 1864, déclarent que cette Association Internationale, comme ses sociétés ou individus affiliés, reconnaitront que leur conduite envers tous les hommes doit être fondée sur la Vérité, la Justice et la Moralité, quelles que soient leur couleur, leur foi ou leur nationalité.*

La Deuxième Internationale, nous l’avons dit, était plus qu’ambiguë sur ce point. Elle était déjà infectée par la mentalité impérialiste qui allait déterminer l’adhésion de ses partis à la guerre. La question de l’anti-sémitisme en était probablement la pierre angulaire. Bien que n’étant pas la seule forme de racisme présente dans ces partis, il a été crucial dans la formation du socialisme européen parce que les Juifs, la population la plus opprimée d’Europe, formaient l’aile

la plus consistante du mouvement des travailleurs, tandis que le racisme anti-juif formait le fer de lance non seulement du compromis avec l'impérialisme mais aussi avec ce qui allait devenir le nazisme.

La Deuxième Internationale incluait, pas seulement dans ses rangs mais aussi parmi ses dirigeants, des anti-sémites notoires comme le leader britannique Herny Hyndman. Elle cherchait un « consensus sur la question juive », ce qui veut dire qu'elle cherchait à combattre le racisme en étant d'accord avec les racistes. La futilité de cette approche est illustrée par ses décisions : ayant passé une résolution unanime condamnant l'anti-sémitisme, elle a promptement passé un amendement issu des délégués blanquistes Dr A. Regnard et M. Argyriades qui ciblaient la « tyrannie philo-sémite », notant que de nombreux banquiers juifs étaient de « grands oppresseurs des travailleurs ». Le Times rapporte que la résolution at été « accueillie avec des applaudissements et passée avec seulement une opposition mineure ».[7]

La Troisième Internationale a repris l'agenda classique de la gauche d'unir les travailleurs et était donc très claire dans son rejet du racisme sous toutes ses formes. Son préambule déclare que :

> *L'Internationale Communiste rompt une fois pour toute avec les traditions de la Seconde Internationale qui, en réalité, reconnaissait seulement la race blanche. La tâche de l'Internationale Communiste est d'émanciper les travailleurs du monde entier. Dans ses rangs sont unis fraternellement des hommes de toutes les couleurs – blancs, jaunes et noirs – les prolétaires du monde entier.*

C'est vrai, le Comintern était moins que clair dans son adresse formelle sur l'oppression des femmes, et la citation précédente n'est pas plus un modèle de sensibilité au genre que n'importe quel texte de son époque. Il n'y a pas de mention des luttes pour le suffrage dans ses statuts. En pratique, toutefois, le mouvement ouvrier n'a pas seulement été l'allié le plus conséquent des luttes des femmes de la classe ouvrière, cette question a de très anciennes racines. Comme en témoigne Clara Zetkin (1919 [1971]), aussi bien la Première que la Troisième Internationales ont été à aux fondements d'un long engagement dans la lutte des femmes de la classe ouvrière pour l'égalité des droits depuis le temps de l'Association Saxon Spinners and Weavers (Tisserands et filatures) qui formait le bastion de la tendance de Marx à l'intérieur de la Première Internationale

En résumé, il n'y a pas de base ferme pour inclure, dans un mouvement anti-impérialiste cohérent, tout parti ou mouvement qui exploite les divisions entre les classes ouvrières, que ce soit sur la base de « la couleur, la foi ou la nationalité », sur n'importe quelle autre distinction ou séparation, y compris le genre ou les préférences de genre, en conférant un statut privilégié à une section des non-possédants aux dépends d'une autre. La « gauche » signifie des droits universels pour les non-possédants. Point barre, pas d'exceptions.

Existe-t-il des bases pour changer ce positionnement ? Pouvons-nous caractériser des projets comme celui d'Orban – ou de Le Pen, ou de Meloni – comme étant simplement des projets « nationalistes » ? En raison des échecs de la gauche, une bataille est maintenant en cours entre l'idéologie de la gauche et celle de la droite où les gens circulent dans les deux directions.

En pratique, on devrait répondre à la question d'une manière différente : les mouvements de la classe ouvrière anti-impérialiste ne devraient pas seulement tracer une ligne contre toutes les pratiques qui tendant à diviser mais faire front avec les luttes actuelles des opprimés du jour. Ceux qui sont influencés par la droite seront alors confrontés avec le choix historique de la classe ouvrière – « Dans quel camp êtes-vous ? » C'est pourquoi, par exemple, il est essentiel de soutenir ceux qui sont descendus dans la rue contre le meurtre de George Floyd par la police aux Etats-Unis, c'est, pensons-nous, une erreur de dépeindre les luttes de masse pour les droits des noirs, des femmes et des gays comme une manifestation de « wokisme ».

Le « wokisme » est un ennemi de paille quand l'establishment libéral américain se contente de gestes symboliques pour quelques personnes aisées tout en abandonnant des millions de travailleurs femmes, noirs ou homosexuels à leur sort dans un système néolibéral qui les enracine seulement dans leurs oppressions spécifiques tout en intensifiant les inégalités matérielles. S'opposer à cela, c'est le contraire de soutenir ceux qui comme Orban mènent des attaques racistes et physiques contre les migrants et les Roms, ou comme Le Pen envers les Arabes, l'Afd envers les Turcs, Meloni envers les Africains ou Trump envers les Mexicains. Ils ciblent juste les victimes de l'impérialisme qui ont la

7 *Second International – Wikipedia. URL: https://en.wikipedia.org/wiki/Second_International accessed 28 January 2023*

témérité de se montrer dans le monde impérialiste. La gauche ne peut pas plus se ranger du côté des partisans de Modi, avec ses pogroms anti-musulmans, ou de Bolsonaro avec son mépris pour les Indigènes et les afro-descendants du Brésil.

La dictature de quoi ? Gauche, droite et indépendance

Deux autres points dans la déclaration du Comintern doivent retenir l'attention. En premier, les partis du Comintern dans les pays impérialistes avaient d'autres devoirs que ceux des pays opprimés, un point oublié par la gauche occidentale qui, dévorée par son arrogante conviction libérale que ses systèmes sociaux sont supérieurs, souffre d'un besoin apparemment incontrôlable de dire à tous ce qu'ils doivent faire.

Comme noté précédemment, le Comintern prescrivaient que ses membres dans les pays impérialistes devaient agir *dans leurs propres pays* « pas seulement en mots mais aussi en actes » pour soutenir « chaque mouvement de libération ». C'est l'opposé du libéralisme qui commence avec le présupposé que les valeurs occidentales – qui prennent racine dans la propriété privée comme étant le summum de la liberté – sont un principe universel que le monde entier doit accepter. La conduite des gauches occidentales dans le conflit en Ukraine, pour ne pas mentionner la Yougoslavie, l'Iran, l'Irak ou l'Afghanistan, aurait été un motif suffisant pour leur refuser l'admission au Comintern ; leur devoir devrait être limité à garder leurs propres gouvernement en dehors du conflit.

Le principe « non interventionniste » de relations entre les peuples de l'oppresseur et les nations opprimées correspond ainsi assez précisément au respect de la souveraineté nationale qui est nécessaire dans un monde multipolaire.

Les principes du Comintern obligent aussi les communistes occidentaux à soutenir « chaque » mouvement de libération – pas juste ceux qu'ils apprécient. Mais tous les mouvements de libérations ne sont pas socialistes. Certains, comme la lutte de Chypre pour échapper à la Loi Britannique, comprenaient des dirigeants explicitement fascistes. Le Péronisme en Amérique Latine a une relation complexe avec le fascisme qui étend toujours son voile sur l'Argentine.

Les principes du Comintern établissent pourtant une distinction claire entre les gouvernements qui comme l'Ukraine se transforment en marionnettes de l'impérialisme et ceux qui s'élèvent contre lui. Ceux-ci n'ont pas nécessairement des gouvernement de gauche. Certains membres de la coalition qui émerge aujourd'hui contre les sanctions envers la Russie, comme l'Inde, ont des gouvernements clairement d'extrême droite, voire fascistes (Desai 2014) alors que d'autres comme la Chine et le Vietnam sont plus à gauche que tout ce que le Comintern a rencontré jusqu'à ce jour. Cette variété est la raison pour laquelle le terme d'Hugo Chavez de « pluripolarité » est juste, parce qu'il décrit un monde, comme décrit par le Président Poutine lors de la conférence du Club Valdaï 2022 [8], qui comporte une grande variété de systèmes sociaux. Est-ce que ceci entre en conflit avec le principe d'internationalisme prolétaire ?

L'histoire est toujours en cours de développement et nous croyons que la résolution de ce problème est l'une des tâches principales du mouvement de masse qui a besoin d'être créé. De manière polémique, nous croyons que ce ne sera pas résolu en écrivant « socialisme » sur les principes d'un nouveau mouvement international. Comme nous l'avons souligné, les premiers communistes étaient engagés non en faveur d'un système économique mais pour la défense explicite des droits des non-possédants. De plus, comme on peut le voir clairement à partir de l'histoire du socialisme depuis la révolution bolchévique, le chemin du socialisme navigue à travers différentes formations anti-impérialistes qui prennent leurs propres chemins distincts vers le socialisme, il navigue, en bref, à travers la pluripolarité.

Le pouvoir de la classe ouvrière est un problème plus complexe, auquel la Première et la Troisième Internationale étaient en effet dévouées. Le Comintern est renommé pour son soutien sans équivoque du système soviétique. Le premier point de ses termes d'admission stipule :

> *La propagande au jour le jour et l'agitation doivent être véritablement communiste par leur caractère. Tous les organes de presse qui appartiennent aux partis doivent être édités par des communistes dignes de confiance qui ont donné la preuve de leur dévouement à la cause de la révolution prolétaire. L**a dictature du prolétariat ne***

8 *See: Vladimir Putin Meets with Members of the Valdai Discussion Club. Transcript of the Plenary Session of the 19th Annual Meeting. URL: https://valdaiclub.com/events/posts/articles/vladimir-putin-meets-with- members-of-the-valdai-club/*

> ***devrait pas être discutée comme un simple slogan à apprendre par coeur,*** *elle doit être vulgarisée de telle manière que les faits concrets traités systématiquement dans notre presse, jour après jour, fassent comprendre à chaque ouvrier, à chaque ouvrière, à chaque soldat et à chaque paysan, qu'elle leur est indispensable.(our emphasis)*

Ce serait toutefois une erreur de conclure que la Troisième Internationale a été une simple création de l'État soviétique. Les conditions historiques qui ont poussés les communistes à prendre cette position étaient historiquement précises et transitoires. L'Union Soviétique était la première à remplacer un pouvoir capitaliste par un pouvoir des travailleurs. En tant que telle, elle pouvait être une ressource et un allié dans les luttes des travailleurs à travers le monde, ce qui n'était pas la dernière raison pour laquelle les attaques de tous ses ennemis, y compris de grands leaders de la Seconde Internationale comme Kautsky, étaient concentrées sur la décision de prendre le pouvoir. Ainsi pour les communistes, il était impératif de reconnaître la forme spécifique du pouvoir d'État sur laquelle baser leur règle – à savoir le système soviétique – comme étant légitime.

Non sans justification, ils l'ont proclamée comme étant une forme supérieure de démocratie. Sa défense était la ligne de front de la bataille. Sans elle, l'objectif principal des deux premières Internationales – de représenter l'intérêt commun de tous les travailleurs – n'aurait pas pu être atteint, parce que les travailleurs auraient été privés du moyen d'agir sur lequel Marx et Engels insistaient pour leur permettre précisément d'élever leur classe au statut de souverain.

Est-ce que la nouvelle Internationale que nous proposons devrait privilégier de manière similaire certains ou tous les Etats socialistes existants ? Nous ne le pensons pas. Ce n'est désormais ni nécessaire, ni possible. Ce n'est pas possible parce qu'une forme spécifique de pouvoir d'État, dans un monde qui contient une variété de pays socialistes, ne peut pas être la base de l'unité. Les différents chemins vers le pouvoir de la classe ouvrière qui peuvent être pris dans chaque pays d'un monde pluripolaire doivent faire l'objet d'un débat, pas d'une obligation.

De plus dans un tel monde pluripolaire, l'Internationale que nous proposons comprendra de nombreux Etats que nous n'identifions pas comme socialistes, mais qui s'opposent activement à l'impérialisme et dans lesquels, dans de nombreux cas, les intérêts de la classe ouvrière passent avant ceux des capitalistes.

Elle comprendra non seulement la Chine et Cuba, mais aussi des pays comme l'Iran, issu d'un processus révolutionnaire qui se trouve dans la ligne de mire de l'impérialisme, aux avant-postes d'une lutte semi-continentale contre la domination occidentale dans le Moyen-Orient, maintenant ses positions malgré les sanctions, le terrorisme de l'État américain, les assauts militaires réguliers et les révolutions de couleur.

Il est trop facile pour le libéralisme occidental d'imposer à ces processus différents son propre jugement wilsonien sans même chercher à comprendre, des révolutionnaires Chinois, Vietnamiens, Cubains, Nord-Coréens et Iraniens eux-mêmes, comment leurs Etats se situent par rapport à la lutte de classe de leurs pays.

La question des moyens par lesquels les travailleurs peuvent imposer leurs intérêts à un Etat est une question historique concrète, qui doit être résolue par l'expérience pratique. Par exemple en Chine et au Vietnam le Parti Communiste est, en effet, l'organe central de l'État. Bien que dénigrés par l'Occident comme étant « autoritaires » ou « totalitaires », ces systèmes ont une sérieuse prétention à être considérablement plus démocratiques que les tuteurs auto-proclamés de l'Occident. Quand on considère que le Parti Communiste Chinois a plus de membres que la population de n'importe quel pays européen et que ses institutions sont élues, l'affirmation selon laquelle ce système est « non-démocratique » en comparaison avec les dictatures parlementaires de l'Occident perd toute sa force . De telles observations peuvent être faites à propos des systèmes cubains et nord-coréens.

La question de savoir comment la classe ouvrière peut prendre le pouvoir et le rendre efficient nécessite des échanges au plus haut niveau entre les peuples du monde pluripolaire. En fait, une Internationale est nécessaire précisément pour que de telles discussions puissent avoir lieu, indépendamment des intérêts et des engagements des gouvernements nationaux.

Est-ce que le projet internationaliste de la gauche a échoué ?

Comme Domenico Losurdo l'a noté, aucun projet historique ne peut être évalué avec précision en discutant ce qu'il a achevé. A la place, nous devons évaluer les effets de ses idéaux. L'Internationale Communiste a échoué à établir le socialisme en Europe. A la place, ses partis de masse ont été vaincus par les ennemis de la première révolution socialiste mondiale. Mussolini a triomphé en Italie, Franco en Espagne et Hitler en Allemagne.

Dans ce sens précis, la Troisième Internationale a subit une grande défaite. Les forces de la révolution en Europe n'ont pas juste été repoussées mais exterminées. En conséquence de la montée d'Hitler, l'URSS s'est retrouvée à affronter l'Allemagne nazie directement. Sans le sacrifice héroïque de ses peuples, nous ne serions pas en train de vivre dans un monde digne de leurs enfants.

Est-ce que cela veut dire que le sacrifice des martyrs de la lutte anti-fasciste inspirés par l'exemple soviétique qui sont allés à la morts par millions dans les prisons et les champs de bataille d'Europe a été vain ? Leurs morts ont-elles été un jugement de l'idéal d'une Internationale de la classe ouvrière mondiale ? Devons-nous conclure qu'elles ne valaient pas la peine de combattre le fascisme parce que nous avons perdu une fois ?

C'est une vision fataliste. Nous ne pouvons pas conclure d'une défaite que la bataille n'aurait jamais dû être menée ; seulement que la guerre n'a pas encore été gagnée. L'impérialisme n'est pas mort. Le fascisme progresse. Les travailleurs sont attaqués comme jamais depuis les années trente. Se rendre n'est pas une option.

De plus, et peut-être de la manière la plus décisive pour une juste évaluation historique, le projet n'a *pas* échoué en dehors de l'Europe. La direction de la vague de révolutions qui ont suivi la défaite d'Hitler, y compris la révolution chinoise, n'a pas été formée seulement par leurs propres luttes nationales mais aussi par leurs rencontres, dans le Comintern de l'entre deux guerres, avec les idéaux et les luttes de révolutionnaires anti-impérialistes du monde entier. L'idéal communiste a inspiré les révoltes anti-coloniales à travers le monde, en dépit du fait que chacune de ces révoltes est passée à travers ses propres et distinctes trajectoires nationales.

Au final, nous ne pouvons compléter aucune analyse du rôle historique du Comintern sans une juste évaluation des conséquences de sa dissolution, qui, comme nous l'avons soutenu (Freeman 2022) s'est révélée être à bien des égards une grave erreur historique de jugement. Les dirigeants de l'URSS croyaient qu'ils pourraient persuader l'Occident d'abandonner ses ambitions militaires et oppressives en éliminant ce qui était perçu comme une menace, à savoir que le Comintern pouvait compromettre leur souveraineté. Mais l'Occident n'a pas agit de manière réciproque. Il n'a jamais cessé son agenda impérialiste et n'a jamais cesser de conspirer pour renverser l'URSS, ce qu'il est parvenu à faire parce que l'URSS se battait avec une main attachée dans son dos. Ne serait-il pas tant que les classes ouvrières du monde se battent à nouveau avec leurs deux poings ?

Nous ne pouvons pas non plus éviter de commenter les conséquences de la rupture entre la direction soviétique et les autres mouvements révolutionnaires, y compris en Yougoslavie et lors de la désastreuse scission avec la Chine qui, en divisant des forces objectivement opposées à l'impérialisme, a ouvert la voie à de nombreux aspects de la situation actuelle.

Dans une nouvelle phase de lutte contre l'impérialisme et le fascisme, et avec la propre survie de la planète en jeu, une telle Internationale n'est-elle pas, par conséquent, plus nécessaire que jamais ?

A propos des auteurs

Alan Freeman Co-directeur du Geopolitical Economy Research Group, Université d Manitoba
Radhika Desai Professeur au Département d'études politiques, directeur du Geopolitical Economy Research Group, Université de Manitoba